



L'EXPOSITION

LES VOIX DE LA LIBERTÉ

**CONCOURS NATIONAL
DE LA RÉSISTANCE ET DE LA DÉPORTATION
2010**

**Réunion des professeurs d'Histoire
à l'initiative de Monsieur l'Inspecteur
d'Académie de Loire Atlantique**

Collège Robert Schuman de Châteaubriant (44)

Mercredi 30 septembre 2009

L'APPEL DU 18 JUIN

LA RÉSISTANCE EN PAYS DE CHÂTEAUBRIANT

Les Amis du Musée de la Résistance
de Châteaubriant

*Analyse de Guy KRIVOPISSKO
Conservateur du Musée de la Résistance Nationale à Champigny
et du Musée de la Résistance à Châteaubriant*

Je pense que pour la plupart d'entre vous, vous participez déjà au **Concours de la Résistance et de la Déportation**, dont on fêtera, dans 2 ans, les 50 ans.

C'est en effet en 1961 que le Concours a été officiellement instauré au sein de l'Education Nationale, comme le Concours Scolaire National de la Résistance. Il est devenu en 1972, le Concours National de la Résistance et de la Déportation. Bien entendu, avant 1961, la Confédération Nationale des Anciens Combattants de la Résistance l'organisait chaque année dans le cadre de l'éducation civique et de la transmission de la Mémoire qui étaient assurées par les Associations issues du monde combattant, résistant et déporté.

On note, chaque année au niveau national, une participation d'environ 4500 élèves.

C'est certainement, le concours le plus attractif au sein de l'Education nationale.

Et comme le disait Monsieur l'Inspecteur d'Académie, il est intéressant, car nous avons de la chance en Histoire

Contemporaine, pour quelques années encore, de pouvoir organiser des réunions avec des témoins et des acteurs de cette période et des rencontres entre élèves et ces acteurs de cette période majeure de notre histoire.

Cette année, le thème du Concours est logiquement consacré à l'Appel du 18 juin 1940 lancé par le Général de Gaulle depuis la radio de Londres. A l'étude de cet appel et de ses répercussions jusqu'à la capitulation, en mai 1945 de l'Allemagne nazie.

En apparence le choix de ce thème paraît logique puisque, l'an prochain, on fêtera le 70^{ème} anniversaire de cet Appel, mais également le 120^{ème} anniversaire de la naissance du Général de Gaulle.

Il y avait donc des raisons commémoratives qui pouvaient logiquement conduire à ce choix.

Mais il y a, je le pense, d'autres raisons plus importantes, car de simples raisons commémoratives ne sont pas de nature à entraîner professeurs et élèves à participer sur ce thème.

Des raisons plus importantes en effet.

Tout le monde en apparence semble connaître l'appel du 18 juin prononcé à la radio de Londres par le Général de Gaulle.

C'est une date.

On a donné des noms de rue à cet appel. Le person-

nage du Général de Gaulle lui-même est un personnage connu de notre Histoire Nationale.

Mais pour autant, à bien y regarder, l'appel du 18 juin 1940 et ses conséquences sont, me semble-t-il, peu connues.

Je vais tenter d'en parler en partant de deux questions ou plutôt deux remarques.

Le 17 juin 1940, le Maréchal Pétain président du Conseil depuis la veille intervient à la radio nationale.

Un appel à la cessation du combat. Donc à la capitulation.

S'ouvre alors pour la France une des périodes les plus sombres, les plus douloureuses de son histoire.

Pas seulement une capitulation !

Elle est suivie d'une occupation avec l'acceptation des conditions drastiques de cette occupation, la fin du système démocratique et républicain, mais bien pire encore, l'engagement pour le pays, ou du moins ceux qui pensent représenter le pays, dans la voie de la collaboration avec l'ennemi occupant une partie du territoire (et qui va occuper l'ensemble du territoire en novembre 1942).

Et pas n'importe quel ennemi ! il a une idéologie : le nazisme, qui est une idéologie anti-républicaine, anti-démocratique, raciste. On en connaît les conséquences !

Donc cette voie de la capitulation et de la collaboration est engagée le 17 juin 1940.

A l'opposé, le 18 juin, le Général de Gaulle engage une autre voie : celle du refus, celle du combat, celle de la victoire.

Donc deux voies opposées : 17 et 18 juin.

L'appel de Pétain. L'appel de de Gaulle sur les ondes.

La voie engagée par l'appel du 18 juin, est celle qui fait de la France un des vainqueurs. Et le 8 juin 1945, le Maréchal de Lattre de Tassigny est co-signataire de la capitulation de l'Allemagne nazie.

Et au mois de septembre, le Général Leclerc est cosignataire de la capitulation du Japon.

La France a retrouvé sa souveraineté, son indépendance nationale, sa voix dans le concert des Nations Unies.

Deuxième observation :

La voie engagée par Pétain est celle de la suppression de tous les acquis politiques, sociaux, démocratiques depuis la Révolution française et surtout depuis la fin du 19^{ème} siècle avec l'instauration de la troisième république.

Quatre années de dictature, évidemment sous la protection des baïonnettes ennemies, mais il faut le dire, de dictature nationale.



Le régime de Vichy n'est pas un régime fantoche. A la libération de Paris, le 26 août, et avec le retour triomphant du Général de Gaulle, est réinstallé un gouvernement provisoire de la République française. C'est le retour de la République et de la démocratie. **Un Gouvernement et une Nation rassemblés vont s'engager dans la voie d'une transformation profonde.**

Le Général de Gaulle, lui-même, utilise le terme de « révolution » comme il l'a fait souvent depuis 1940. C'est cette révolution engagée en août 1944 qui fonde le socle de notre société contemporaine. A la fois politique, sociale et culturelle.

Point n'est besoin de nommer la Sécurité Sociale, la création de la protection maternelle et infantile, l'organisation de l'économie, le vote des femmes, etc.

Il faut le dire : ce socle économique, social, culturel est celui sur lequel on vit. Il a été engagé, dès août 1944, par un Gouvernement qui rassemble l'ensemble des forces issues de la Résistance

Inutile de préciser que le Général de Gaulle aurait été fort étonné si on lui avait dit, le 18 juin 1940, qu'il deviendrait le Président d'une République nouvelle.

Mais on aurait dit également à tous les acteurs démocratiques de la vie politique – de Thorez à Herriot ou Blum – que quatre années après la capitulation ils construiraient ensemble une nouvelle république, je crois qu'ils en auraient été tout aussi étonnés.

La voie du refus, le 18 juin 1940, conduit à cette situation d'une France nouvelle à la Libération.

Si on a tout cela en tête, on peut commencer à cheminer tout au long de ces quatre années d'occupation, dans cette histoire passionnante qu'est celle de la Résistance.

C'est la construction d'une rencontre entre ceux qui ont refusé à l'extérieur, autour du Général de Gaulle, et ceux qui restaient en France pour de multiples raisons et qui, eux aussi, vont refuser à l'intérieur.

C'est la rencontre entre ces deux refus et cette convergence qui constitue ce que l'on va appeler la Résistance.

Le thème de l'Appel du 18 juin, c'est proposer aux élèves de découvrir l'essence même de la Résistance.

C'est la rencontre de ceux qui combattent de l'extérieur et ceux qui combattent de l'intérieur, la construction de cette convergence et la préparation d'une société nouvelle.

Ce thème, très riche, nous permet de revisiter ces quatre années, non seulement d'occupation, mais également de combat Résistant.

Le point de départ donc, c'est l'appel radiophonique qui répond à un autre appel radiophonique.

On peut noter que c'est certainement la première fois dans l'histoire contemporaine que les nouvelles technologies, comme on les appelle aujourd'hui, sont au cœur d'un combat ou d'une guerre sur le plan idéologique.

Le duel radiophonique va durer quatre ans. D'abord entre Pétain et de Gaulle. Un combat permanent..

Mais également entre deux pôles : celui de la capitulation et celui du refus.

Une nouvelle forme de guerre naît à ce moment là.

Attardons-nous un peu sur l'appel radiophonique du 18 juin. A qui est-il destiné ? A qui le Général de Gaulle s'adresse t-il ?

Il ne s'adresse pas au peuple français.

Il s'adresse d'abord aux militaires. Des militaires qui sont présents sur le sol anglais, évacués de Dunkerque ou revenus des opérations de Norvège. Aux militaires également qui sont dans les colonies. Il ne faut pas oublier qu'à cette époque, la France est le second empire colonial qui rayonne sur l'ensemble des continents.

On voit les limites de l'Appel du 18 juin 1940.

Pour autant cet appel a une portée symbolique et il reste comme un patrimoine dans la mémoire collective.

En premier lieu, le Général de Gaulle, dans son appel, analyse la guerre comme une guerre mondiale.

Alors que seules deux nations sont en guerre ; l'Angleterre et l'Allemagne nazie. Lui, de Gaulle affirme que la guerre va continuer, que c'est une guerre mondiale. Pour lui, il est vital pour la France de continuer le combat pour assurer son avenir de grande puissance indépendante et souveraine.

Deuxième remarque : Un mot apparaît dans l'Appel : celui de « Résistance ».

Tout le monde connaît la dernière phrase de l'Appel : *« La flamme de la Résistance française ne doit pas s'éteindre, et elle ne s'éteindra pas ! ».*

Evidemment, le mot « Résistance », dans l'Appel du 18 juin 1940, n'a pas le sens qu'il a depuis la Libération.

Pour de Gaulle, c'est la résistance des forces françaises prêtes à reprendre le combat contre l'ennemi, contre l'envahisseur.

Mais ce mot va au fil de ces quatre années acquérir un autre sens. Il va être enrichi et magnifié.

Autre remarque : L'Appel du 18 juin 1940 va être suivi en juin et juillet par d'autres appels.

Le Général de Gaulle va s'adresser aux français pendant ces deux mois, en moyenne tous les deux ou trois jours.

Et il continuera pendant les quatre années d'occupation. Au total, environ soixante dix fois.

Il faut ajouter que ses interventions procèdent d'une « véritable propagande » envers ces soldats et ces français qui sont sur le territoire anglais ou dans l'Empire.

Souvent confondue avec l'appel radiophonique du 18 juin, **il y a une affiche placardée sur les murs de Londres à l'été 1940.** On l'a connaît car c'est celle qui est maintenant conservée dans nos communes par les Comités du Souvenir.

Cette affiche, elle s'adresse à tous les français avec cette formule choc « La France a perdu une bataille, mais elle n'a pas perdu la guerre ».

Très rapidement, le texte de l'affiche, qui élargi la portée de l'Appel du 18 juin, va être confondu avec l'appel radiophonique.

Ce n'est pas grave naturellement mais il faut le remarquer.

Deux temps différents.

Evidemment l'affiche s'adresse, comme je l'ai dit, à tous les français et on peut dire que dès l'été 1940, le mouvement d'acte irréversible prononcé par le Général de Gaulle le 18 juin entre dans l'histoire.

Le Général est un officier supérieur d'Etat-Major et par cet acte irréversible, il entre en dissidence. Une désobéissance extrême. C'est la dissidence absolue, irréversible et les sanctions de Pétain ne tardent pas. Immédiatement les peines à son encontre et à l'encontre de sa famille sont extrêmement sévères. Il est déchu de la nationalité française le 9 juillet. Le 2 août sa condamnation à mort est prononcée par un tribunal militaire.

Cet acte irréversible entraîne nécessairement le Général de Gaulle dans la création de ce l'on va appeler « La France Libre ».

Le Général avait été un Sous-secrétaire d'Etat provisoire dans le gouvernement Paul Reynaud. Il n'avait pas vocation, alors, à faire une carrière politique. En lançant son appel aux militaires le 18 juin, il s'attendait à voir venir les généraux, notables et hommes politiques pour s'engager dans le mouvement.

Mais on le sait, personne n'arrive. Sauf des marins pêcheurs, des paysans, des lycéens. Ceux que le juriste de la France Libre, René Cassin, appelés « Les hommes partis de rien ».

On peut le dire : c'est la France populaire qui rejoint de Gaulle et qui va constituer la France Libre.

A partir de là, de Gaulle prend la tête de ce mouvement qui est à la fois la construction d'un « Contre-Gouvernement », la reconstruction d'une armée pour continuer le combat avec cette analyse que si la France, pas un seul jour, n'interrompt sa place au combat au côté de l'ami anglais, elle sera présente dans le rang des vainqueurs le jour de la victoire.

Rappelez-vous sa première analyse, le 18 juin 1940 : « C'est une guerre mondiale. Les armes qui nous ont temporairement vaincus se retourneront un jour contre les vainqueurs du moment et la France sera présente au côté des Alliés ! »

Donc, 18 juin 1940, naissance nécessaire, logique de la France Libre.

La France Libre, c'est également des femmes.

C'est la première fois dans l'histoire de France – et ça aussi c'est révolutionnaire – que des femmes vont être admises dans l'armée en tant que soldats et elles vont constituer des unités militaires.

La France Libre ce sont également des étrangers et des « colonisés ».

C'est ensemble que hommes, femmes, étrangers, colonisés construisent le « Contre-Gouvernement ». Idem l'Armée prépare la France libérée du joug nazi. Un mouvement qui essaime dans le monde entier avec des Comités de soutien du refus.

Cet ensemble va se transformer, évoluer petit à petit durant deux ans avec un certain nombre de dates

symboliques dont la première est le 14 juillet 1942.

Mais avant d'évoquer cette évolution et cette transformation, revenons sur l'écho en France de l'Appel du 18 juin 1940.

Il faut savoir que cinq « Petits journaux » en font l'écho, le reproduise intégralement ou en donnant de larges extraits. Fidèlement ou, suivant les conditions d'écoute, avec des approximations. Cinq petits journaux, c'est tout !

Il faut dire que six millions de français sont sur les routes de l'exode comme on le disait. Il faut rappeler qu'il y a seulement en France quatre millions de postes de radio et qu'il n'y a pas de transistors.

Donc des conditions peu favorables pour écouter un appel radiophonique ;

Il faut rappeler également que l'armée française est en pleine débâcle et que l'ami anglais est reparti précipitamment entraînant dans la population française des sentiments anglophobes qui n'incitent pas les français à écouter la radio de Londres.

Donc l'Appel du 18 juin a un écho limité tant radiophonique que par la presse.

Autre obstacle à écouter : une parole venue de l'extérieur et surtout d'un général. C'est l'histoire française.

Dans notre Histoire nationale, les militaires qui, par leur passé, se sont occupés de politique ont laissé de mauvais souvenirs car, en général, ils ont fait naître des dictatures.

Il n'y a donc pas de raison qu'en juin 1940, les républicains et les démocrates prêtent une oreille favorable aux paroles d'un militaire en dissidence sur une terre étrangère.

Donc un Appel avec un écho relativement limité.

Ce n'est donc pas l'Appel du 18 juin 1940 qui va faire connaître le Général de Gaulle à la population française à « ceux qui vont refuser à l'intérieur ». C'est la propagande de l'ennemi et de l'Etat français.

Evidemment en effet, les mesures contre de Gaulle et sa famille, et contre ceux qui le rejoignent, sont largement diffusées, relayées par la presse officielle et la radio au service du gouvernement de Vichy. Petit à petit, ce duel qui s'instaure entre les radios contrôlées par l'occupant et la radio de Londres est relayé dans la presse autorisée ;

Donc, petit à petit, les français vont découvrir qu'il y a une voix différente de l'autre côté de la Manche.

En même temps, dès juin / juillet 40, en France, certains s'engagent dans « la voie du refus », s'engagent à « organiser ce refus » et à agir.

Comment ces « jeunes gens du refus » en France reçoivent l'Appel ?

A vrai dire, peu l'ont entendu ! Y compris dans la famille du Général de Gaulle. Geneviève de Gaulle raconte que c'est par sa grand-mère qu'elle avait appris que son oncle avait lancé l'Appel.

Comment ces « jeunes gens du refus » en France vont-ils réagir à l'existence de ce mouvement « à l'extérieur » ?

En analysant la presse clandestine, un seul journal, un seul mouvement va manifester sa sympathie et appeler au ralliement moral. Non pas à rejoindre Londres

mais un appel au ralliement politique. C'est le journal *Plantagruel*.

A l'inverse le Parti Communiste Français, avec l'*Humanité*, et le mouvement « *Défense de la France* », qui naît en août 1941 et dans lequel milite Geneviève de Gaulle, sont méfiants vis-à-vis du Général de Gaulle. C'est un général susceptible de ne pas être républicain et comme il est en terre étrangère, susceptible de ne pas être libre et d'être le pion d'une politique étrangère.

Le mot d'ordre pour les communistes c'est « ni anglais, ni allemand ».

Pour « *Défense de la France* », c'est « ni anglais, ni allemand, ni russe ».

D'autres mouvements manifestent quelques sympathies envers cette France libre, en se faisant l'écho, mais sans nommer le Général de Gaulle. C'est *Valmy*. C'est *Libération-Nord*. C'est *Résistance*, le journal du « Musée de l'Homme ».

Pour l'essentiel des Mouvements que vous connaissez tous, c'est l'indifférence absolue ! C'est le cas de *Libé-Sud*, *Combat*, *Franc-Tireur*.

Avant le printemps 1942, le nom du Général de Gaulle, de la France Libre ou des Forces Françaises Libres ne sont quasiment jamais cités dans la presse clandestine de ces grands Mouvements.

On le voit : deux refus sont en train de se construire. L'un à l'extérieur, l'autre à l'intérieur.

Tout l'intérêt est de se dire : « comment vont-ils converger pour que l'on parle de Résistance ?

Enfin le thème du Concours c'est de cerner ce moment, ces bases et la constitution de cette unité.

Tout se passe pendant l'année 1942.

Evidemment, d'un côté comme de l'autre, des émissaires passent.

Le premier émissaire du Général de Gaulle est d'Estiennes d'Orves et ça se passe dans la région nantaise. C'est la naissance du réseau *Nemrod*. Avec des résistants de la région nantaise et du Pays Castelbriantais sur la base, en particulier, de groupes organisés pour faire évader des prisonniers de guerre des camps de la région, dont les quatre camps de Châteaubriant.

La base du réseau *Nemrod* se constitue ainsi !

Ces émissaires vont petit à petit permettre des échanges.

On écoute par ailleurs la radio de Londres et on lit la presse légale.

On constate, au vu des condamnations de résistants, qu'il y a sur le territoire occupé des français qui refusent puisque certains sont condamnés, emprisonnés ou fusillés.

A Londres, bien évidemment, on reçoit la presse clandestine et à son analyse on commence à comprendre qu'à l'intérieur, il y a des refus qui se construisent.

La charnière se situe en 1942 parce que le poids de l'occupation et de la répression est tel que la résistance a besoin de renforts et d'appuis pour continuer son combat.

L'aide extérieure lui est indispensable.

Mais également, pour le Général de Gaulle et son Mouvement de Français Libres, les difficultés qu'il rencontre avec les anglo-américains, nécessite qu'il

obtienne l'appui de ceux qui, à l'intérieur résistent.

Il en a besoin pour asseoir cette légitimité d'être le pôle du rassemblement d'une France résistante.

Un autre texte fort va fonder cette convergence : c'est la « déclaration aux Mouvements ».

Christian Pineau, syndicaliste CGT, le fondateur du mouvement *Libération-Nord*, est le premier résistant de l'intérieur à se rendre en Angleterre pour rencontrer le Général de Gaulle. Echanges de vues, discussions très longues, mais Christian Pineau va revenir avec un texte du Général de Gaulle et de la France Libre pour les organisations de la Résistance intérieure.

Ce texte dit de « la Déclaration aux Mouvements », qui va être publié dans toute la presse clandestine, fonde les bases de ce rassemblement.

Les bases sont simples :

L'objectif du combat, c'est ***la libération du territoire.***

Ce qui a toujours été annoncé par le Général de Gaulle, mais également par les résistants de l'intérieur, c'est la parole au peuple. ***C'est le retour à la République et à la Démocratie.***

Il n'y aura pas de libération si l'on revient à l'ordre normal des choses. Pour le Général de Gaulle et les résistants de l'intérieur, ***la libération procède d'une révolution et donc d'une transformation profonde de la société.***

C'est écrit dans la « Déclaration aux Mouvements », bien avant l'adoption à l'Assemblée Consultative d'Alger, du vote des femmes, et qu'on porte des françaises comme citoyennes.

On retrouve cette expression « françaises citoyennes » dans d'autres textes du Général de Gaulle. Nous sommes en juin 1942.

Ce texte « Déclaration aux Mouvements » devient la plateforme sur laquelle va se construire l'unité et l'union de la Résistance.

On en connaît les grandes étapes toujours dans la logique et l'affiliation à l'Appel du 18 juin 1940 et la naissance de la France Libre.

Le 14 juillet 1942, la France Libre devient la France Combattante pour marquer l'union de ceux qui combattent à l'extérieur et ceux qui combattent à l'intérieur.

S'enchaîne la construction réelle d'un Contre-Gouvernement de la République. C'est d'abord le *Comité Français de Libération National* (CFLN) qui deviendra *Gouvernement Provisoire de la République Française* (GPRF) en juin 1944. Création d'une *Assemblée Constitutive Provisoire* à Alger qui rassemble les forces démocratiques résistantes et *unification de la Résistance Intérieure au sein du Conseil National de la Résistance* (27 mai 1943) avec un programme de transformation globale de la société.

Et puis reconstruction d'une Armée Française à l'extérieur (FFL) et à l'intérieur (FFI), affirmation, par ce pôle qu'est devenue la France Combattante face aux Alliés et en particulier anglo-américains, de l'indépendance et de la souveraineté de la France.



La légitimité du chef de la France Combattante s'en est trouvée renforcée.

Et pendant les deux années qui vont suivre, jusqu'à la libération, c'est cette construction dans l'action qui va faire qu'effectivement les français seront acteurs de leur propre libération !

Rappelons l'intervention radiophonique du Général de Gaulle le 6 juin 1944, dès le débarquement des premières troupes alliées : « C'est la bataille de la France, c'est la bataille de la France ».

Et effectivement, la Résistance et la population sont au rendez-vous pour être acteurs de leur libération.

La France indépendante et souveraine est cette voie originale dans le concert des nations qui va écrire, à la fin de la guerre, la *Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen* dont une des plumes principale sera René Cassin, le juriste de la France Libre.

Voilà quelques éléments sur le thème du Concours qui vont permettre de revisiter toute l'histoire de la Résistance dans sa grande complexité et qui s'est construit pendant ces quatre années.

C'est d'autant plus intéressant que nous sommes dans une période où on s'intéresse surtout à l'histoire de la mémoire. Et l'histoire de la mémoire va pointer combien, depuis la libération, chaque famille de la résistance va retrouver sa légitimité en se réappropriant sa propre histoire dans la résistance en oubliant ce qui a été le ciment, ce qui a construit la convergence « pour passer des résistances à la Résistance ».

L'histoire de la Résistance est passionnante, surtout de manière contemporaine par rapport aux questions que, nous citoyens, mais plus encore les élèves, nous pouvons nous poser.

C'est celle d'une convergence, on l'a vu, pour construire une société et un monde meilleurs.

C'était, il faut le rappeler, l'objectif des résistants et pas seulement se libérer du joug de l'occupant.

Une société plus libre, plus forte, plus humaine où la